

« Victime et prisonnier de son succès »

Isolé en Flandre par un triomphe trop éclatant, le leader de la N-VA n'aborde pas les négociations gouvernementales en position de force. Politologue à la KUL, Bart Maddens décode l'inconfort de la situation de Bart De Wever.

ENTRETIEN : PIERRE HAVAUX

Le Vif/L'Express : Le scrutin du 13 juin a livré deux grands vainqueurs, la N-VA en Flandre et le PS dans le sud du pays, et sanctionné plus ou moins sévèrement tous les autres partis. Cette configuration est-elle un avantage ou un inconvénient pour la formation du gouvernement ?

► **Bart Maddens :** Du côté flamand, elle est plutôt un inconvénient. Le succès remporté par la N-VA est tel qu'il a empêché la constitution d'un front flamand solide en vue d'aborder les négociations gouvernementales. Confrontés à la victoire spectaculaire de la N-VA, les autres partis flamands battus aux élections ont décliné l'invitation de Bart De Wever à constituer un tel front. Logiquement, ces partis estiment que le grand vainqueur du scrutin doit prendre la main. **Bart De Wever, victime et prisonnier d'un succès phénoménal ?**

► Oui. L'ampleur de sa victoire, en le privant du soutien des autres partis flamands qui restent cantonnés dans l'attentisme, affaiblit sensiblement sa position de négociation. Bart De Wever et la N-VA sont pour l'heure isolés. Il leur sera ainsi difficile de convaincre les francophones d'accepter les exigences flamandes les plus lourdes : comme la scission des soins de santé.

Cela risque de faire bien des déçus, au bout du compte...

► Le triomphe de la N-VA a créé d'énormes attentes en termes de réforme de l'Etat. Le 13 juin, 43,8% des électeurs flamands ont voté pour des partis ouvertement ou quasi séparatistes : la N-VA, le Vlaams Belang, la Lijst Dedecker.

Ce taux atteint même les 47,3%, sur la base des résultats au Sénat. Il y a là pratiquement une majorité absolue de Flamands qui se sont prononcés pour des partis flamingants très radicaux.

Qu'est-ce qui empêcherait une telle lame de fond de se concrétiser politiquement ?

► Ces trois partis nationalistes flamands, notamment en raison du revers subi par la Lijst Dedecker, n'ont pas réussi à décrocher une majorité de blocage au sein du groupe linguistique néerlandophone à la Chambre et au Sénat. Au Sénat, ils échouent à deux sièges près. Ils sont ainsi privés d'un droit de veto à l'égard d'une réforme de l'Etat qui ne répondrait pas à leurs conditions. Un exemple : ces trois partis radicaux ne pourraient pas bloquer la refédéralisation de certaines compétences à laquelle ils s'opposent catégoriquement. **C'est un peu la N-VA seule contre tous ?**

► Effectivement. On souligne d'ailleurs trop peu la possibilité de former, sans la N-VA, un gouvernement fédéral qui disposerait d'une majorité des deux tiers indispensable au vote de la réforme de l'Etat ainsi que d'une majorité dans les deux groupes linguistiques. La N-VA n'est donc pas incontournable : le constat peut paraître inimaginable sur les plans politique et psychologique, il est bien réel sur le plan mathématique. **Bart De Wever va-t-il devoir s'avancer en terrain miné ?**

► Le traumatisme de l'échec du pacte d'Egmont [NDLR : accord politique conclu en 1977 en vue d'une réforme de l'Etat mais jamais appliqué] plane toujours sur le nationalisme flamand. L'histoire peut paraître ancienne. Cet accord communautaire avorté, accepté par la Volksunie moyennant de lourdes concessions aux francophones, a été torpillé par le CVP. Résultat : une victoire du CVP et une défaite de la VU aux élections qui ont suivi, en 1978. Bart De Wever n'a pas oublié cet épisode. La répétition de ce scénario est tout à fait plausible.

Avec un CD&V plus que jamais en embuscade ?

► Largement battu aux élections, il estime s'être trop peu profilé sur le plan communautaire, avoir trop joué la carte du « new deal » belge. Yves Leterme,

puis la présidente Marianne Thyssen, sont liquidés. Kris Peeters reste, par défaut, l'homme fort du CD&V, au profil ouvertement flamingant. Ce n'est pas un hasard si, lors de son entrevue avec l'informateur De Wever, le ministre-président flamand a d'emblée placé la barre très haut en remettant sur la table la note octopus du gouvernement flamand [NDLR : cette note reprend les cinq résolutions votées en 1999 par le parlement flamand : autonomie fiscale, régionalisation de l'emploi et des soins de santé].

Le CD&V s'enflamme et tire à boulets rouges sur les deux ministres régionaux flamands N-VA du gouvernement Peeters : Geert Bourgeois et Philippe Muyters démissionnent vingt-quatre heures, le temps de pré-

« LE CD&V A PERDU AU "CHICKEN GAME", LE JEU DE LA POULE MOUILLÉE »

ter serment au Parlement fédéral où ils ont été élus, puis de réintégrer leurs fonctions. La N-VA va-t-elle commencer à souffrir ?

► Le CD&V sort terriblement frustré, dépité, de ce scrutin. Donc, dangereux pour la N-VA qui a toujours prétendu incarner une ligne pure. Le parti de Bart De Wever distinguait bien les élections flamandes des élections fédérales, dont il souhaite par ailleurs la disparition. Aujourd'hui, le CD&V reprend ce rôle à la N-VA : il a beau jeu d'attaquer le parti nationaliste flamand qui a sans doute sous-estimé la dimension symbolique, psychologique, du choix de ses deux ministres.

Pression maximale sur De Wever...

► Les responsabilités qui pèsent sur ses épaules sont énormes. Son triomphe électoral en a fait un dieu dans son parti. 27 députés, 13 sénateurs N-VA, sans compter De Wever lui-même : tous ces parlementaires siègent par la grâce de De Wever. C'est ce qui le distingue



BART MADDENS « Plus le scrutin s'éloigne, plus l'effet du choc du résultat électoral en Flandre risque de se dissiper dans les partis francophones. »

de la position qu'occupait Hugo Schiltz : le leader de la VU devait composer avec d'autres figures de proue de son parti et faire face à une contestation interne lors du pacte d'Egmont. Alors que la N-VA compte peu de dissidences, elle doit en revanche se garder d'un concurrent encore relativement fort sur le terrain du nationalisme flamand : le Vlaams Belang et ses 12,3% des voix au scrutin du 13 juin, qui pourra toujours miser sur la récupération de voix perdues par la N-VA en cas de lourdes concessions faites aux francophones.

Le parcours de l'informateur royal De Wever a été plutôt sans fautes. Une première prouesse ?

► Fallait-il s'attendre à ce que Bart De Wever crie « België barst ! » à chaque entretien ? Il s'est donné un ton très modéré dès le soir des élections. Il s'est aussi organisé pour éviter tout faux pas durant sa mission, qui était par ailleurs très formelle : pas de séances de photos, pas de contacts avec la presse. **Côté francophone, certains de ses interlocuteurs seraient presque tombés sous son charme....**

► On peut y voir une stratégie francophone, inconsciente ou délibérée, d'exagérer le profil d'informateur de De Wever pour lui faire endosser le statut d'homme d'Etat belge. Cette façon de « civiliser » son image de révolutionnaire flamand peut être douloureusement ressentie par l'arrière-ban de la N-VA. Mais il serait illusoire de >>>



FAIBLESSE L'ampleur de la victoire de Bart De Wever empêche la constitution d'un solide front flamand.